

ORDONNANCE
relative à la demande de maintien en
hospitalisation complète

Sabine LECLERCQ
vice-président, juge des libertés et de la
déten

N°RG : N° RG 20/00487 -
N° Portalis DBYB-W-B7E-MSJJ

Minute n° : 20/00451

Nous Sabine LECLERCQ, Vice-président au tribunal judiciaire de Montpellier, Juge des libertés et de la détention assistée de Julie BARALE, greffier,

Vu la décision d'admission en soins psychiatriques contraints prise par le directeur de l'hôpital de Montpellier en date du 23 Avril 2020 à la demande de Madame E

concernant : **Monsieur F**
né le
34090 MONTPELLIER

Vu la saisine en date du 30 Avril 2020 de M. LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE et les pièces jointes à la saisine,

Vu les avis adressés le 30 Avril 2020 à :

- Monsieur le Procureur de la République
- M. LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE
- Madame
- Monsieur I

Vu l'avis de monsieur le Procureur de la République en date du 30 Avril 2020,

Vu l'avis adressé, avec le dossier, à la coordination avocat indiquant qu'il appartiendra à l'avocat désigné par le Bâtonnier de transmettre au greffe JLD, par tout moyen, ses écritures ou observations, avant le 04 mai 2020 à 9H00, date à laquelle le juge statuera sur la demande ;

Vu l'impossibilité de recourir à la visio-conférence, le pôle psychiatrie du CHU de Montpellier ne disposant pas du matériel nécessaire ;

Vu l'article 8 de l'ordonnance n° 2020-304 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale sur le fondement de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19, prévoyant la possibilité pour le juge, dans les procédures où la représentation par avocat est obligatoire, de décider que la procédure se déroule sans audience, sans qu'il lui soit nécessaire de recueillir préalablement l'accord des parties ;

Le juge des libertés et de la détention, saisi de la demande de contrôle de la mesure de soins psychiatriques sans consentement de Monsieur I, a décidé, en raison de la crise sanitaire actuelle, que la procédure se déroulerait sans audience et a fixé au 04 mai 2020 la date à laquelle il statuerait sur la demande.

Monsieur I a été informé qu'il peut lui-même consulter la procédure, faire des observations écrites et s'entretenir par téléphone avec son conseil.

L'avocat de l'intéressé a pu consulter la procédure. Monsieur I, à qui cette possibilité a été expliquée par le personnel hospitalier, n'a pas souhaité s'entretenir avec l'avocat par téléphone.

Vu les observations écrites transmises par le patient,

Vu les conclusions déposées par Me Natacha YEHEZKIELY le 1^{er} mai 2020, avocat désigné d'office

pour représenter Monsieur

MOTIFS DE LA DECISION

Sur les moyens de nullité :

Sur le non respect des droits du patient :

Attendu qu'il résulte de l'article 8 de l'ordonnance n° 2020-304 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale sur le fondement de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19, que le juge des libertés et de la détention peut statuer sans audience sur les demandes de contrôle des mesures de soins psychiatriques sans consentement, dans la mesure où la représentation par avocat est obligatoire (article L. 3211-12-2 du code de la santé publique), sans qu'il soit nécessaire de recueillir préalablement l'accord des parties et sans qu'elles puissent s'y opposer dès lors que le juge doit statuer dans un délai déterminé ;

qu'il ne résulte pas de ce texte que l'impossibilité du recours à la visioconférence ou tout autre moyen de communication électronique, modalités visées à l'article 7 de l'ordonnance, serait une condition de sa mise en œuvre ;

Attendu que le juge a entendu, au cas présent, recourir à la procédure sans audience telle que légalement autorisée ;

que ce recours n'a pas privé le patient d'un accès au juge puisqu'il a été invité à lui adresser des observations par écrit, possibilité dont il a fait usage, indiquant qu'il souhaitait récupérer son portable pour régler des factures ou affaires avec le foyer ;

qu'il n'a pas davantage été privé d'un accès à un avocat, puisqu'il a été informé, le 03/05/2020, de la possibilité de s'entretenir par téléphone avec un avocat commis d'office, ce qu'il n'a pas souhaité ;

que **Monsieur** n'a pas été privé de ses droits, mais qu'il n'a pas souhaité exercer celui lui donnant accès à un avocat, ce qui lui appartient ;

que la procédure ne méconnaît pas le droit à un procès équitable ;

que le moyen sera rejeté ;

Sur les conditions de l'article L. 3212-3 du code de la santé publique :

Attendu que l'article L. 3212-3 du code de la santé publique prévoit : "En cas d'urgence, lorsqu'il existe un risque grave d'atteinte à l'intégrité du malade, le directeur d'un établissement mentionné à l'article L. 3222-1 peut, à titre exceptionnel, prononcer à la demande d'un tiers l'admission en soins psychiatriques d'une personne malade au vu d'un seul certificat médical émanant, le cas échéant, d'un médecin exerçant dans l'établissement. Dans ce cas, les certificats médicaux mentionnés aux deuxième et troisième alinéas de l'article L. 3211-2-2 sont établis par deux psychiatres distincts. Préalablement à l'admission, le directeur de l'établissement d'accueil vérifie que la demande de soins a été établie conformément au 1° du II de l'article L. 3212-1 et s'assure de l'identité de la personne malade et de celle qui demande les soins. Si la demande est formulée pour un majeur protégé par son tuteur ou curateur, celui-ci doit fournir à l'appui de sa demande un extrait de jugement de mise sous tutelle ou curatelle" ;

Attendu au cas présent que le certificat médical d'admission en urgence en soins psychiatriques du Dr Matthieu COMBE, en date du 23/04/2020, mentionne : "Je soussigné, Dr Matthieu COMBE, docteur en médecine, certifie avoir examiné le 13 mars 2020, Mr Philippe CHEKKAL, né(e) le 24/02/1941, domicilié au foyer ADOMA 534 avenue du père soulas 34090 Montpellier. Cette personne présente des troubles psychiatriques anciens à type de délire de persécution de majoration récente avec hallucinations et agitation nocturne. Il refuse depuis plusieurs semaines tout examen ou passage infirmier rendant toute prise en charge impossible. Son traitement médical est pris de manière aléatoire. Il n'est pas en mesure d'assurer ses soins d'hygiène entraînant un état d'incurie incompatibles avec son maintien au domicile. Ces troubles rendent impossible son consentement et il existe un risque grave d'atteinte à l'intégrité de la personne. Son état impose des soins immédiats assortis d'une surveillance constante en milieu hospitalier. En conséquence, il doit être admis sous le régime de l'hospitalisation prévu par l'article L. 3212-3 dans un établissement habilité au titre de l'article L. 3212-3 du code de la Santé Publique" ;

Attendu qu'il résulte de ce certificat d'admission que le médecin a examiné le patient le 13 mars 2020 et rédigé le certificat le 23 avril 2020 ;

Attendu que l'appréciation par le médecin du risque grave d'atteinte à l'intégrité du malade, condition de l'admission en urgence, est nécessairement concomitante à la fois de l'examen du malade et de l'établissement de la demande ;

qu'un examen médical de **Monsieur [REDACTED]** remontant à plus d'un mois ne saurait fonder une décision d'admission en urgence dans le cadre de la procédure prévue à l'article L. 3212-3 du code de la santé publique ;

qu'il convient en conséquence de rejeter la requête et de constater la main-levée de la mesure d'hospitalisation ;

que la main-levée toutefois, au vu des éléments médicaux à la procédure, sera différée d'une durée maximale de 24 heures à compter de la notification de l'ordonnance, par application des dispositions de l'article L. 3211-12-1.III du code de la santé publique, pour permettre à l'établissement de prendre le cas échéant un programme de soins ;

EN CONSEQUENCE

Statuant en chambre du conseil et en premier ressort,

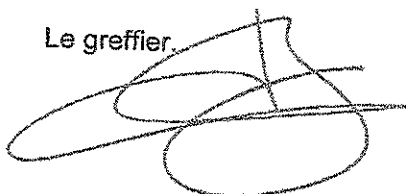
Rejetons la demande de maintien en hospitalisation complète formulée par M. LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE à l'égard de Monsieur [REDACTED] et ORDONNONS la mainlevée de la mesure d'hospitalisation complète dans un délai maximal de 24 heures (art L3211-12 III du Code la santé publique) ;

Rappelons que le Procureur de la République dispose d'un délai de 6 heures à compter de la notification pour faire appel de la décision de la mainlevée ;

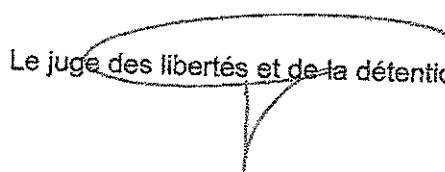
Rappelons qu'appel peut être interjeté de cette décision dans un délai de dix jours de sa notification, par déclaration écrite motivée transmise par tout moyen au greffe de la cour d'appel.

Ainsi rendue le 04 Mai 2020 par Sabine LECLERCQ, Vice-président, juge des libertés et de la détention assistée de Julie BARALE, greffier qui l'ont signée.

Le greffier



Le juge des libertés et de la détention



Mentions de notification le 04 Mai 2020 :

- Monsieur le Directeur de l'établissement par courriel
- Monsieur F [REDACTED], par l'intermédiaire du CHU
- Me Natacha VELEZKIELY, par courriel
- Madame [REDACTED] E, tiers, par lettre simple
- Monsieur le Procureur de la République